

unité départementale des Côtes d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 PLERIN

PLERIN, le 12 janvier 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/12/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

FE Lamballe SAS

Parc de la Haute Borne
14 rue Hergé
59650 Villeneuve-d'Ascq

Code AIOT : 0005517840

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/12/2023 dans l'établissement FE Lamballe SAS implanté Lamballe 22400 Lamballe-Armor. L'inspection a été annoncée le 31/08/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection vise à contrôler l'exécution de l'arrêté portant prescriptions complémentaires de novembre 2021.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FE Lamballe SAS
- Lamballe 22400 Lamballe-Armor
- Code AIOT : 0005517840
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation autorisée par arrêté préfectoral du 23 juin 2010 comprend 3 éoliennes.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Biodiversité et bridage

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Bridage chiroptérique	Arrêté Préfectoral du 26/11/2021, article 2	Mise en demeure, respect de prescription, Amende	15 jours
2	Suivi environnemental	Arrêté Préfectoral du	Mise en demeure, respect de	12 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
		26/11/2021, article 3	prescription, Amende	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le gestionnaire n'a pas respecté les prescriptions complémentaires de son arrêté préfectoral de novembre 2021 concernant la mise en place d'un plan de bridage des machines pour la protection des chiroptères. Un arrêté de mise en demeure est donc proposé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Bridage chiroptérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2021, article 2
Thème(s) : Autre, Bridage
Prescription contrôlée : Un arrêt nocturne en faveur des chiroptères sur la totalité des éoliennes du parc éolien de Lamballe lorsque toutes les conditions suivantes sont réunies : <ul style="list-style-type: none">◦ Du 1er avril au 31 octobre ;◦ du crépuscule (1 h avant le coucher du soleil) à l'aube (1 h après le lever du soleil)◦ lorsque la vitesse du vent inférieure à 5,5 m/s◦ lorsque la température extérieure supérieure à 11 °C◦ absence de précipitation (sous réserve de la fiabilité des détecteurs de pluviométrie). Les allumages automatiques en pied d'éolienne sont neutralisés la nuit. La plateforme de maintenance autour des éoliennes est stabilisée et entretenue, de préférence mécaniquement, de sorte que la végétation reste la plus clairsemée et la plus rase possible. Les éventuelles cavités au niveau des nacelles sont fermées pour éviter toute entrée de chiroptères. L'exploitant tient à la disposition de l'Inspection des Installations Classées les enregistrements permettant de justifier du respect de la mise en place de ce bridage dans le respect des conditions citées ci-dessus.
Constats : Le jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les éléments permettant de confirmer la mise en place du bridage. L'absence de bridage a été confirmée par l'exploitant le 18 décembre 2023 par courriel. L'exploitant doit impérativement mettre en place le bridage décrit à l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2021.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription.
Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2021, article 3
Thème(s) : Autre, Suivi environnemental
Prescription contrôlée : Afin de vérifier l'efficacité des mesures mises en place, la société SAS FE LAMBALLE réalise un nouveau suivi l'année suivante, conformément à l'article 12 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent

au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées.

En lien avec les conclusions du suivi ornithologique de 2020, le suivi environnemental sera complété par les prescriptions suivantes :

- Pour les chiroptères : il comprendra un suivi d'activité en hauteur sur une période d'activité des espèces couplé à un suivi de mortalité.
- Pour l'avifaune : il comprendra un suivi de mortalité sur la même période que les chiroptères ainsi qu'un suivi d'activité qui accordera une attention particulière aux 4 espèces qui présentent un intérêt patrimonial et une sensibilité à l'éolien, à savoir l'Alouette des champs, la Buse variable, le Faucon crécerelle, Mouette rieuse.

Le suivi de mortalité sera mutualisé pour les chiroptères et l'avifaune.

Les suivis de mortalité et d'activité devront être couplés afin de pouvoir corréler l'activité en altitude au regard des cadavres découverts.

Le plan de bridage biodiversité pourra être adapté selon l'ensemble des données mises en perspective avec le suivi environnemental.

Si des impacts significatifs étaient constatés lors de ces suivis, des actions supplémentaires devront être mises en place après information de l'Inspection des Installations Classées. Dans ce cas le suivi sera renouvelé dans les 12 mois pour vérifier l'efficacité des mesures correctives.

Si les suivis révèlent que les impacts des éoliennes du parc relèvent d'une situation justifiant l'octroi d'une dérogation à la protection stricte des espèces, l'exploitant devra constituer une telle demande.

Les résultats obtenus à l'issue de ce suivi sont communiqués à l'inspection des installations classées. En cas d'impact identifié, des mesures correctives doivent être proposées par l'exploitant.

Constats : Le jour de l'inspection, l'exploitant a confirmé qu'aucun suivi environnemental, tel que prescrit par l'article 3 de son arrêté préfectoral du 26 novembre 2021, n'a été mis en place.

L'exploitant doit impérativement mettre en place le suivi environnemental décrit à l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2021. Ce suivi sera transmis à l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription.

Proposition de délais : 12 mois